

STATISTICS CANADA — STATISTIQUE CANADA  
Labour Division — Division du travail  
Unemployment Insurance and Manpower Section — Section de l'assurance-chômage et de la main-d'oeuvre

## STATISTICAL REPORT ON THE OPERATION OF THE UNEMPLOYMENT INSURANCE ACT

## RAPPORT STATISTIQUE SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ASSURANCE-CHÔMAGE

OCTOBER - 1972 - OCTOBRE

(Compiled from material supplied by the Unemployment Insurance Commission)

(D'après les renseignements fournis par la Commission d'assurance-chômage)

*Published by Authority of*  
The Minister of Industry, Trade and Commerce

*Publication autorisée par*  
le ministre de l'Industrie et du Commerce

March - 1973 - Mars  
8006-509

Price - Prix: 20 cents  
\$2.00 a year - par année

Vol. 31—No. 10

Statistics Canada should be credited when republishing all or any part of this document  
Reproduction autorisée sous réserve d'indication de la source: Statistique Canada

Information Canada  
Ottawa

TABLE OF CONTENTSTABLE DES MATIÈRES

	Page		Page
Commentary .....	3	Commentaire .....	3
<u>LIST OF TABLES</u>			
Table		Tableau	
1. Selected Claims and Benefit Activities, by Province .....	4	1. Certaines données sur les demandes de prestations et le service de prestations, par province .....	4
2. Estimates of Persons Exposed to Unemployment Insurance .....	5	2. Estimation du nombre de personnes assujetties à l'assurance-chômage .....	5
3. Initial and Renewal Claims Received in District Offices, by Province .....	6	3. Demandes initiales et demandes renouvelées reçues aux bureaux de district, par province .....	6
4. Initial Claims Allowed, by Type and Province	6	4. Demandes initiales acceptées, selon le genre et la province .....	6
5. Claimants Currently Reporting to District Offices, by Number of Weeks on Claim, Province and Sex .....	7	5. Prestataires qui envoient des déclarations de chômage aux bureaux de district, selon le nombre de semaines écoulées de la période de prestations, la province et le sexe .....	7
6. Claimants Currently Reporting to District Offices, by Type, Province and Sex .....	8	6. Prestataires qui envoient des déclarations de chômage aux bureaux de district, selon le genre de prestations, la province et le sexe .....	8
7. Benefit Payment Activities, by Type of Benefit .....	9	7. Service des prestations, selon le genre de prestations .....	9
8. Amount of Benefit Paid, by Province and Type	10	8. Montant des prestations servies, par province et par genre .....	10
9. Reasons for Disqualification for Benefit, by Province .....	11	9. Raisons des exclusions du bénéfice des prestations, par province .....	11
10. Disposition of Initial and Renewal Claims, by Province .....	12	10. Demandes initiales et demandes renouvelées, par province .....	12
11. Regional Unemployment Rates .....	13	11. Taux régional de chômage .....	13
Map of U.I.C. Regions .....	10a	Carte des régions de la C.A.C. .....	10a
Appendix		Annexe	
I. Unemployment Insurance in Canada .....	15	I. L'assurance-chômage au Canada .....	15

SYMBOLS

The following standard symbols are used in Statistics Canada publications:

- .. figures not available.
- ... figures not appropriate or not applicable.
- nil or zero.
- amount too small to be expressed.
- r revised figures.

SIGNES CONVENTIONNELS

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

- .. nombres indisponibles.
- ... n'ayant pas lieu de figurer.
- néant ou zéro.
- nombres infimes.
- r nombres rectifiés.

OCTOBER - 1972 - OCTOBRE

Initial and Renewal Claims

Initial and renewal claims received in district offices for unemployment insurance benefit rose to 199,000 in October, up by 15 % from the September total of 173,000. The increase was a normal occurrence at this time of year. The current total is also 21 % above the October 1971 figure of 164,000. The claim load in October was heavier in all provinces for both the month earlier and previous year comparisons.

Total claims received for the first ten months of this year are 6 % higher than the same period of 1971 - 1,929,000 versus 1,814,000.

Initial claims allowed numbered 146,000 in October, an increase of 24,000 or 20 % from the September total of 122,000 and 41,000 or 39 % from the October 1971 volume of 105,000. Sickness, maternity and retirement claims comprised 9 % of the October claims allowed.

Claimants at Month-End

The October 31 count showed a total of 709,000 claimants registered for unemployment insurance benefit, up 16,000 or 2 % from the September 30 inventory of 692,000. The rate of increase between September and October was about the same for the similar period of 1970 and 1971. All provinces reported increased numbers of claimants except for Ontario in which a marginal drop was noted. At the end of October 1971, the claimant count was 436,000.

Claimants on claim 14 weeks or longer dropped slightly to 46 % of the total from 47 % for the three immediately preceding months. The proportion of claimants who are females continued to rise and presently constitute 48 % of the total. A year ago the proportion stood at 44 %. Claimants for sickness and maternity benefit comprised 6.5 % of the total. From May to September of this year, this group has accounted for 5 % to 6 % of the claimants.

Benefit Payments

Benefit paid in October amounted to \$138,000,000, up 8 % from the \$128,000,000 disbursed in September. The increase was due mainly to a rise of 6 % in the number of weeks of benefit paid and to a smaller extent, an advance of \$1.06 to \$62.99 in the average weekly benefit. In October 1971, the average weekly payment was \$46.31 with an average of \$38.08 paid to those qualifying under the old Act and \$55.17 under the new Act.

For the first ten months of this year, benefit payments totalled \$1,569,000,000 compared with \$719,000,000 in the same period of 1971. The 1971 figure does not include supplementary insurance benefits paid from January to June out of the Consolidated Revenue Fund.

Demandes initiales et demandes renouvelées

Le nombre de demandes initiales et de demandes renouvelées de prestations d'assurance-chômage reçues dans les bureaux de district a été de 199,000 en octobre, soit 15 % de plus qu'au mois précédent (173,000). Cette augmentation est un évènement normal à cette époque de l'année. Le total courant est également de 21 % supérieur au chiffre d'octobre 1971 (164,000). Le nombre de demandes de prestations a été plus élevé dans toutes les provinces aussi bien par rapport au mois précédent que par rapport au même mois de l'année précédente.

Le nombre total de demandes de prestations reçues pour les dix premiers mois de l'année est de 6 % plus élevé que celui de la même période en 1971 soit 1,929,000 contre 1,814,000.

Le nombre de demandes initiales accordées en octobre a atteint 146,000, soit une augmentation de 20 % (24,000) par rapport au total de septembre (122,000) et de 39 % (41,000) par rapport au total d'octobre 1971 (105,000). Les demandes de prestations pour cause de maladie, de maternité et de retraite ont représenté 9 % des demandes de prestations d'octobre.

Prestataires à la fin du mois

Le 31 octobre, le nombre total de prestataires d'assurance-chômage a atteint 709,000 contre 692,000 le 30 septembre, soit une augmentation de 2 % (16,000). Le taux d'augmentation de septembre à octobre a été à peu près identique à celui des mêmes périodes en 1970 et 1971. Toutes les provinces ont enregistré une augmentation du nombre des prestataires, sauf en Ontario où une baisse marginale a été constatée. Fin octobre 1971, le nombre des prestataires était de 436,000.

Le nombre des prestataires de 14 semaines ou plus a légèrement diminué pour représenter 46 % du total contre 47 % pour les trois mois précédents. Le pourcentage des femmes a continué à augmenter et représente actuellement 48 % du total. L'année précédente la proportion était de 44 %. Les prestataires pour cause de maladie et de maternité représentaient 6.5 % du total. Entre mai et septembre de cette année, ce groupe a représenté 5 % à 6 % des prestataires.

Prestations servies

En octobre, le montant des prestations servies a atteint 138 millions de dollars, soit une augmentation de 8 % par rapport aux 128 millions de dollars versés en septembre. Cette augmentation a eu pour principale raison une hausse de 6 % du nombre des semaines de prestations payées et, dans une moindre mesure, une augmentation de 1.06 dollar des prestations hebdomadaires moyennes qui sont passées à 62.99 dollars. En octobre 1971, la moyenne hebdomadaire était de 46.31 dollars, avec une moyenne de 38.08 dollars versés aux prestataires entrant dans le cadre de l'ancienne Loi, et 55.17 dollars à ceux entrant dans le cadre de la nouvelle Loi.

Au cours des dix premiers mois de cette année, les prestations servies ont atteint 1,569 millions de dollars contre 719 millions de dollars pour la même période en 1971. Le chiffre de 1971 ne comprend pas les prestations d'assurances supplémentaires versées de janvier à juin à même le fonds du revenu consolidé.

TABLE 1. Selected Claims and Benefit Activities, by Province, October 1972

TABLEAU 1. Certaines données sur les demandes de prestations et le service de prestations, par province, octobre 1972

Province	Initial claims allowed Demandes initiales acceptées			Claimants at month-end - Prestataires à la fin du mois			Per cent change from Pourcentage de variation par rapport à			
	Regular benefit - Prestations ordinaires	Special benefit - Prestations spéciales	Regular benefit - Prestations ordinaires	Special benefit - Prestations spéciales	Total	Sept. 1972	Oct. 1971			
	number - nombre									
TOTAL .....	132,101	13,413	662,681	45,861	708,542	2	63			
Newfoundland - Terre-Neuve .....	5,548	210	26,678	679	27,357	10	98			
Prince Edward Island - Île-du-Prince-Édouard .....	1,377	88	3,937	216	4,153	31	140			
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse .....	6,267	522	28,687	1,553	30,240	9	64			
New Brunswick - Nouveau-Brunswick .....	5,911	409	28,263	1,182	29,445	14	65			
Québec .....	37,658	3,387	203,532	12,771	216,303	1	62			
Ontario .....	39,115	5,594	209,664	20,524	230,188	--	54			
Manitoba .....	5,012	645	22,715	1,785	24,500	3	36			
Saskatchewan .....	4,095	374	16,579	1,062	17,641	8	56			
Alberta .....	9,127	935	40,189	2,677	42,866	6	71			
British Columbia - Colombie-Britannique .....	17,914	1,249	82,184	3,411	85,595	--	81			
Outside Canada - Extérieur du Canada .....	77	-	253	1	254	23	65			
Weeks of benefit paid - Nombre de prestations hebdomadaires servies										
Province	Regular benefit - Prestations ordinaires	Special benefit - Prestations spéciales	Total - Total	Per cent change from Pourcentage de variation par rapport à		Regular benefit - Prestations ordinaires	Special benefit - Prestations spéciales	Amount(1) Total	Per cent change from Pourcentage de variation par rapport à	
				Sept. 1972	Oct. 1971				Sept. 1972	Oct. 1971
				-	-				-	-
TOTAL .....	2,061,353	143,179	2,204,532	6	95	129,356,793	9,505,254	138,862,047	8	166
Newfoundland - Terre-Neuve .....	79,395	2,407	81,802	20	184	4,436,923	151,491	4,588,414	22	262
Prince Edward Island - Île-du-Prince-Édouard .....	10,320	635	10,955	23	193	511,903	38,886	550,789	24	267
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse .....	86,633	5,023	91,656	15	107	4,872,823	304,663	5,177,486	17	163
New Brunswick - Nouveau-Brunswick .....	81,015	3,861	84,876	21	137	4,495,581	228,391	4,723,972	20	214
Québec .....	663,829	40,937	704,766	- 2	107	40,895,176	2,806,375	43,701,551	--	184
Ontario .....	658,126	60,704	718,830	5	70	42,626,649	3,971,238	46,597,887	8	131
Manitoba .....	66,914	6,143	73,057	11	61	4,034,860	397,655	4,432,515	14	121
Saskatchewan .....	45,684	3,117	48,801	18	94	2,723,695	202,794	2,926,489	19	168
Alberta .....	112,605	8,021	120,626	12	99	7,268,230	541,016	7,809,246	13	173
British Columbia - Colombie-Britannique .....	256,397	12,325	268,722	13	125	17,459,133	862,265	18,321,398	14	218
Outside Canada - Extérieur du Canada .....	435	6	441	- 5	66	31,820	480	32,300	- 1	154

(1) Adjustments amounting to \$797,903 reduces total benefit paid to \$138,064,144, see Table 8. - Les redressements s'élevant à \$797,903 ont réduit le montant des prestations versées à \$138,064,144 voir le Tableau 8.

TABLE 2. Estimates of Persons Exposed to Unemployment Insurance

TABLEAU 2. Estimation du nombre de personnes assujetties à l'assurance-chômage

	Month — Mois	Total 000's
1972 .....	January — Janvier	7,608
	February — Février	7,590
	March — Mars	7,684
	April — Avril	7,647
	May — Mai	7,807
	June — Juin	7,977
	July — Juillet	8,195
	August — Août	8,156
	September — Septembre	7,762
	October — Octobre	7,841

The insured population comprises persons who contribute to unemployment insurance plus claimants reporting to UIC offices. Coverage is nearly universal for members of the labour force for whom there exists an employer-employee relationship. The only exclusions are (a) those 70 years of age or over, (b) those to whom a retirement pension under the Canada or Quebec Pension Plans has become payable and (c) persons with incon siderable employment, i.e., those with less than 20 % of the maximum weekly insurable earnings or 20 times the provincial hourly minimum wage, whichever is less. Precise estimates of the covered population are not available. The approximate estimates in the table above are based on total labour force statistics for persons under 70 years of age and have not been adjusted for the other two exclusions. The data in the table begin with January 1972 when unemployment insurance coverage was extended to its present level.

For estimate of the insured population for 1969-71 see April 1972 edition of 73-001.

La population assurée se compose des personnes qui contribuent au régime d'assurance-chômage et des prestataires qui envoient des déclarations de chômage aux bureaux de la C.A.C. Le régime s'étend à presque tous les membres de la population active pour lesquels il existe une relation employeur-employé. Les seules personnes exclues sont a) celles qui ont 70 ans et plus, b) celles qui ont déjà acquis le droit à une pension de retraite en vertu du Régime de pensions du Canada ou à une rente de retraite en vertu du Régime de rentes du Québec, et c) celles dont l'emploi est négligeable, c'est-à-dire celles dont la rémunération est inférieure à 20 % du maximum de la rémunération hebdomadaire assurable ou à 20 fois le salaire horaire minimum dans la province, selon le moins des deux. Il n'existe pas d'estimations précises de la population assurée. Les estimations approximatives qui figurent dans le tableau ci-dessus sont fondées sur les statistiques d'activité pour les personnes de moins de 70 ans; ces statistiques n'ont pas été rectifiées pour tenir compte des deux autres groupes de personnes exclues. Le tableau présente les chiffres à partir de janvier 1972, date où le régime d'assurance-chômage a pris l'ampleur qu'il a aujourd'hui.

Pour la période 1969-71, on trouvera l'estimation de la population assurée dans la livraison d'avril 1972 du bulletin 73-001.

TABLE 3. Initial and Renewal Claims Received in District Offices, by Province, October 1972

TABLEAU 3. Demandes initiales et demandes renouvelées reçues aux bureaux de district, par province, octobre 1972

Province	1972			1971		
	Total(1)	Initial — Initiales	Renewal — Renouvelées	Total	Initial — Initiales	Renewal — Renouvelées
TOTAL .....	198,954	169,666	29,288	164,284	128,592	35,692
Newfoundland — Terre-Neuve ..	7,611	6,775	836	5,832	4,801	1,031
Prince Edward Island — Île- du-Prince-Édouard .....	1,769	1,640	129	722	598	124
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	8,453	7,469	984	6,261	5,004	1,257
New Brunswick — Nouveau- Brunswick .....	8,612	7,902	710	7,013	5,922	1,091
Québec .....	55,146	46,359	8,787	48,390	37,299	11,091
Ontario .....	64,168	53,821	10,347	52,746	41,029	11,717
Manitoba .....	8,270	7,352	918	6,309	5,021	1,288
Saskatchewan .....	6,307	5,538	769	4,665	3,863	802
Alberta .....	13,496	11,499	1,997	9,660	7,471	2,189
British Columbia — Colombie- Britannique .....	25,047	21,239	3,808	22,618	17,530	5,088
Outside Canada — Extérieur du Canada .....	75	72	3	68	54	14

(1) In addition 138,745 revised claims were received. — En outre, 138,745 demandes révisées ont été reçues.

TABLE 4. Initial and Renewal Claims Allowed,(1, 2) by Type and Province, October 1972

TABLEAU 4. Demandes initiales et demandes renouvelées acceptées(1, 2), selon le genre et la province, octobre 1972

Province	Initial claims — Demandes initiales						Renewal claims — Demandes renou- velées	
	Regular benefit — Prestations ordinaires	Special benefits — Prestations spéciales						
		Sickness — Maladie	Maternity — Maternité	Retirement — Retraite	Fishing — Pêche	Sub- total — Total partiel		
TOTAL .....	132,101	8,608	3,814	955	36	13,413	145,514	29,177
Newfoundland — Terre-Neuve ..	5,548	114	74	9	13	210	5,758	777
Prince Edward Island — Île- du-Prince-Édouard .....	1,377	60	25	3	—	88	1,465	120
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	6,267	345	137	20	20	522	6,789	1,000
New Brunswick — Nouveau- Brunswick .....	5,911	270	114	25	—	409	6,320	681
Québec .....	37,658	2,464	745	178	—	3,387	41,045	8,670
Ontario .....	39,115	3,431	1,747	413	3	5,594	44,709	10,266
Manitoba .....	5,012	389	174	82	—	645	5,657	842
Saskatchewan .....	4,095	228	110	36	—	374	4,469	717
Alberta .....	9,127	497	351	87	—	935	10,062	2,302
British Columbia — Colombie- Britannique .....	17,914	810	337	102	—	1,249	19,163	3,796
Outside Canada — Extérieur du Canada .....	77	—	—	—	—	—	77	6

(1) In addition 77,215 revised claims were allowed. — En outre, 77,215 demandes révisées ont été acceptées.

(2) Includes claims with disqualification and claims previously not allowed. — Comprend les demandes exclues du bénéfice des prestations et les demandes non acceptées auparavant.

TABLE 5. Claimants Currently Reporting to District Offices by Number of Weeks on Claim, Province and Sex

TABLEAU 5. Prestataires qui envoient des déclarations de chômage aux bureaux de district, selon le nombre de semaines éoulées de la période de prestations, la province et le sexe

(Counted on last working day of the month - Comptés le dernier jour ouvrable du mois)

Province and sex — Province et sexe	Claimants Total Prestataires	Number of weeks on claim				Claimants Total Prestataires	
		Nombre de semaines éoulées de la période de prestations					
		1-4	5-13	14-26	27 or more — 27 ou plus		
October 31, 1972 - Octobre						October 1971 — Octobre	
TOTAL .....	708,542	167,430	215,238	182,955	142,919	435,899	
Male - Hommes .....	371,704	96,727	112,099	91,535	71,343	242,160	
Female - Femmes .....	336,838	70,703	103,139	91,420	71,576	193,739	
Newfoundland - Terre-Neuve .....	27,357	5,928	8,301	5,681	7,447	13,785	
Male - Hommes .....	18,998	4,238	5,565	3,995	5,200	9,979	
Female - Femmes .....	8,359	1,690	2,736	1,686	2,247	3,806	
Prince Edward Island - Île-du-Prince-Édouard .....	4,153	1,324	1,339	759	731	1,727	
Male - Hommes .....	2,070	698	625	417	330	910	
Female - Femmes .....	2,083	626	714	342	401	817	
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse .....	30,240	7,026	8,988	7,747	6,479	18,494	
Male - Hommes .....	17,842	4,318	5,216	4,597	3,711	12,294	
Female - Femmes .....	12,398	2,708	3,772	3,150	2,768	6,200	
New Brunswick - Nouveau-Brunswick .....	29,445	6,763	8,795	7,207	6,680	17,842	
Male - Hommes .....	16,402	3,776	4,517	4,081	4,028	10,286	
Female - Femmes .....	13,043	2,987	4,278	3,126	2,652	7,556	
Québec .....	216,303	48,631	62,072	56,552	49,048	133,222	
Male - Hommes .....	118,425	28,884	34,441	29,532	25,568	76,238	
Female - Femmes .....	97,878	19,747	27,631	27,020	23,480	56,984	
Ontario .....	230,188	53,433	72,946	61,569	42,240	149,008	
Male - Hommes .....	110,149	28,917	34,847	27,652	18,733	76,589	
Female - Femmes .....	120,039	24,516	38,099	33,917	23,507	72,419	
Manitoba .....	24,500	6,385	7,519	5,988	4,608	18,052	
Male - Hommes .....	11,664	3,589	3,620	2,607	1,848	9,983	
Female - Femmes .....	12,836	2,796	3,899	3,381	2,760	8,069	
Saskatchewan .....	17,641	5,278	5,553	3,959	2,851	11,303	
Male - Hommes .....	8,762	3,169	2,599	1,771	1,223	6,121	
Female - Femmes .....	8,879	2,109	2,954	2,188	1,628	5,182	
Alberta .....	42,866	12,185	13,807	10,367	6,507	25,067	
Male - Hommes .....	21,049	6,881	6,741	4,558	2,869	13,242	
Female - Femmes .....	21,817	5,304	7,066	5,809	3,638	11,825	
British Columbia - Colombie-Britannique .....	85,595	20,377	25,847	23,060	16,311	47,245	
Male - Hommes .....	46,235	12,198	13,901	12,307	7,829	26,463	
Female - Femmes .....	39,360	8,179	11,946	10,753	8,482	20,782	
Outside Canada - Extérieur du Canada .....	254	100	71	66	17	154	
Male - Hommes .....	108	59	27	18	4	55	
Female - Femmes .....	146	41	44	48	13	99	

TABLE 6. Claimants Currently Reporting to District Offices by Type, Province and Sex, October 1972

TABLEAU 6. Prestataires qui envoient des déclarations de chômage aux bureaux de district,  
selon le genre de prestations, la province et le sexe, octobre 1972

Province and sex — Province et sexe	Type of Benefit — Genre de prestations				
	Regular — Ordinaires	Sickness — Maladie	Maternity — Maternité	Fishing — Pêche	Total
TOTAL .....	662,681	26,989	18,822	50	708,542
Male - Hommes .....	357,141	14,513	—	50	371,704
Female - Femmes .....	305,540	12,476	18,822	—	336,838
Newfoundland - Terre-Neuve .....	26,678	306	349	24	27,357
Male - Hommes .....	18,757	217	—	24	18,998
Female - Femmes .....	7,921	89	349	—	8,359
Prince Edward Island - Île-du-					
Prince-Édouard .....	3,937	136	80	—	4,153
Male - Hommes .....	1,999	71	—	—	2,070
Female - Femmes .....	1,938	65	80	—	2,083
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse .....	28,687	977	553	23	30,240
Male - Hommes .....	17,200	619	—	23	17,842
Female - Femmes .....	11,487	358	553	—	12,398
New Brunswick - Nouveau-Brunswick .....	28,263	734	448	—	29,445
Male - Hommes .....	15,993	409	—	—	16,402
Female - Femmes .....	12,270	325	448	—	13,043
Québec .....	203,532	8,465	4,305	1	216,303
Male - Hommes .....	113,702	4,722	—	1	118,425
Female - Femmes .....	89,830	3,743	4,305	—	97,878
Ontario .....	209,664	11,965	8,559	—	230,188
Male - Hommes .....	103,892	6,257	—	—	110,149
Female - Femmes .....	105,772	5,708	8,559	—	120,039
Manitoba .....	22,715	883	902	—	24,500
Male - Hommes .....	11,215	449	—	—	11,664
Female - Femmes .....	11,500	434	902	—	12,836
Saskatchewan .....	16,579	505	557	—	17,641
Male - Hommes .....	8,514	248	—	—	8,762
Female - Femmes .....	8,065	257	557	—	8,879
Alberta .....	40,189	1,209	1,468	—	42,866
Male - Hommes .....	20,454	595	—	—	21,049
Female - Femmes .....	19,735	614	1,468	—	21,817
British Columbia - Colombie- Britannique .....	82,184	1,809	1,600	2	85,595
Male - Hommes .....	45,307	926	—	2	46,235
Female - Femmes .....	36,877	883	1,600	—	39,360
Outside Canada - Extérieur du Canada .....	253	—	1	—	254
Male - Hommes .....	108	—	—	—	108
Female - Femmes .....	145	—	1	—	146

TABLE 7. Benefit Payment Activities, by Type of Benefit, October 1972

TABLEAU 7. Service des prestations, selon le genre de prestations, octobre 1972

Type of benefit — Genre de prestations	Benefit paid — Prestations servies				
	Dollars			Per cent change from — Pourcentage de vari- ation par rapport à	
	October 1972 — Octobre	September 1972 — Septembre	October 1971 — Octobre	September 1972 — Septembre	October 1971 — Octobre
Regular — Ordinaire .....	129,356,793	121,515,813	27,038,767	6	...
Sickness — Maladie .....	5,192,782	4,210,315	1,079,586	23	...
Maternity — Maternité .....	4,026,309	3,126,815	1,594,170	29	...
Retirement — Retraite .....	257,780	238,680	218,691	8	...
Fishing — Pêche .....	28,383	24,063	15,605	18	...
New act — Total — Nouvelle loi .....	138,862,047	129,115,686	29,946,819	8	...
Old act — Ancienne loi .....	—	—	22,294,903	—	...
Sub-total — Total partiel .....	—	—	—	—	—
Adjustments(1) — Ajustements(1) .....	797,903	977,862	—	- 18	...
Total .....	138,064,144	128,137,824	52,241,722	8	164
Weeks paid — Prestations hebdomadaires					
Number — Nombre	Number — Nombre			Per cent change from — Pourcentage de vari- ation par rapport à	
	October 1972 — Octobre	September 1972 — Septembre	October 1971 — Octobre	September 1972 — Septembre	October 1971 — Octobre
	2,061,353	1,968,092	490,207	5	...
Regular — Ordinaires .....	77,621	62,717	20,471	24	...
Sickness — Maladie .....	61,988	50,756	28,253	22	...
Maternity — Maternité .....	3,227	2,947	3,609	10	...
Retirement — Retraite .....	343	311	219	10	...
Fishing — Pêche .....	2,204,532	2,084,823	542,759	6	...
New act — Total — Nouvelle loi .....	—	—	585,440	—	...
Old act — Ancienne loi .....	2,204,532	2,084,823	1,128,199	6	95
Average weekly payment — Prestations hebdomadaires moyennes					
Dollars	Dollars			Per cent change from — Pourcentage de vari- ation par rapport à	
	October 1972 — Octobre	September 1972 — Septembre	October 1971 — Octobre	September 1972 — Septembre	October 1971 — Octobre
	62.75	61.74	55.16	2	14
Regular — Ordinaires .....	66.90	67.13	52.74	--	27
Sickness — Maladie .....	64.95	61.60	56.42	5	15
Maternity — Maternité .....	79.88	80.99	60.58	- 1	32
Retirement — Retraite .....	82.75	77.37	71.26	7	16
Fishing — Pêche .....	62.99	61.93	55.17	2	14
New act — Total — Nouvelle loi .....	—	—	38.08	—	...
Old act — Ancienne loi .....	62.99	61.93	46.31	2	36

(1) Cancelled warrants and collection of overpayments. — Mandats retirés et collecte des prestations versées en trop.

TABLE 8. Amount of Benefit Paid by Province and Type, October 1972

TABLEAU 8. Montant des prestations servies par province et par genre, octobre 1972

Province	Type of benefit — Genre de prestations							Total
	Regular — Ordinaires	Sickness — Maladie	Maternity — Maternité	Retirement — Retraite	Fishing — Pêche	Total	Adjust- ments(1) — Ajuste- ments(1)	
TOTAL .....	129,356,793	5,192,782	4,026,309	257,780	28,383	138,862,047	797,903	138,064,144
Newfoundland — Terre-Neuve .....	4,436,923	59,768	74,518	2,810	14,395	4,588,414	17,498	4,570,916
Prince Edward Island — Île-du- Prince-Édouard .....	511,903	22,818	14,080	470	1,518	550,789	1,166	549,623
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse .....	4,872,823	183,983	108,122	6,222	6,336	5,177,486	21,206	5,156,280
New Brunswick — Nouveau-Brunswick .....	4,495,581	135,035	84,291	6,159	2,906	4,723,972	21,589	4,702,383
Québec .....	40,895,176	1,839,580	924,703	41,549	543	43,701,551	266,727	43,434,824
Ontario .....	42,626,649	1,997,794	1,860,007	113,437	—	46,597,887	259,166	46,338,721
Manitoba .....	4,034,860	190,015	186,306	21,327	7	4,432,515	22,620	4,409,895
Saskatchewan .....	2,723,695	90,881	101,287	10,626	—	2,926,489	15,878	2,910,611
Alberta .....	7,268,230	224,681	290,000	26,335	—	7,809,246	32,614	7,776,632
British Columbia — Colombie- Britannique .....	17,459,133	448,119	382,623	28,845	2,678	18,321,398	139,439	18,181,959
Outside Canada — Extérieur du Canada ....	31,820	108	372	—	—	32,300	—	32,300

(1) Cancelled warrants and collection of overpayments. — Mandats retirés et collecte des prestations versées en trop.

Regions for Extended Benefit

Region 1. — In the Province of British Columbia: Census Division 4 (except subdivisions A and B); subdivisions A, B and C of Census Division 5.

Region 2. — In the Province of British Columbia: Census Divisions 1, 2 and 3; subdivisions A and B of Census Division 4; subdivisions D, E and F of Census Division 5; Census Division 6.

Region 3. — The Province of Alberta (except that portion which lies north of the Alberta Peace River Region and the northern portion of Census Division 12).

Region 4. — The Province of Saskatchewan (except Census Division 18).

Region 5. — The Province of Manitoba (except Census Division 16).

Region 6. — In the Province of Ontario: the counties of Kenora, Thunder Bay and Cochrane (except such portions of the foregoing counties as lie north of a line drawn parallel to and 10 miles north of the Canadian National Railway main line); the counties of Rainy River, Sudbury, Algoma, Timiskaming, Nipissing, Parry Sound, Muskoka, Grey, Simcoe, Dufferin, Huron, Bruce and Manitoulin.

Region 7. — In the Province of Ontario: the counties of Lambton, Kent, Essex, Middlesex, Elgin, Oxford and Norfolk.

Region 8. — In the Province of Ontario: the counties of Perth, Wellington, Waterloo, Brant, Haldimand, Wentworth, Welland, Lincoln, Halton, Peel, York, Ontario, Durham, Northumberland and Prince Edward.

Region 9. — In the Province of Ontario: the counties of Victoria, Peterborough, Haliburton, Hastings, Lennox and Addington, Frontenac, Renfrew, Lanark, Leeds, Carleton, Dundas, Russell, Stormont, Grenville, Glengarry and Prescott.

Region 10. — In the province of Quebec: the counties of Île-de-Montréal, Chambly, Deux-Montagnes and Beauharnois (except the municipalities of St-Louis and St-Stanislas and St-Timothée); in the county of Châteauguay, the municipality of Ste-Philomène; the county of Laprairie (except the municipality of St-Jacques); in the county of St-Jean, the municipalities of Lacadie and St-Jean; in the county of Iberville, the municipality of St-Athanase; the county of Verchères (except the municipalities of St-Antoine-de-Padoue, St-Antoine-sur-Richelieu, St-Marc and Ste-Théodosie); the county of Richelieu (except the municipalities of St-Ours and Ste-Victoire); in the county of L'Assomption, the municipalities of St-Charles, St-Henri, St-Joachim and St-Lin; in the county of Terrebonne, the municipalities of Lesage, Piedmont, St-Anne-des-Lacs, Ste-Anne-des-Plaines, St-Antoine, St-Hippolyte, St-Janvier, St-Janvier-de-Lacroix, St-Jérôme, St-Louis, St-Sauveur, Ste-Sophie, St-Thérèse and St-Thérèse-Ouest; in the county of Argenteuil, the municipalities of Chatham, Gore, Mille-Isles, St-André, St-Jérusalem and Wentworth; in the county of Vaudreuil the municipalities of Notre-Dame-de-l'Île Perrot, Terrasse-Vaudreuil, St-Lazare and Vaudreuil.

Region 11. — In the province of Quebec: in the county of Vaudreuil, the municipalities of Ste-Justine, Ste-Madeleine, Ste-Marthe, and Très-St-Rédempteur; the county of Châteauguay (except the municipality of

Régions établies aux fins des périodes de prolongation des prestations

Région 1. — Dans la province de la Colombie-Britannique: Division de recensement 4 (sauf les subdivisions A et B); subdivisions A, B et C de la Division de recensement 5.

Région 2. — Dans la province de la Colombie-Britannique: Divisions de recensement 1, 2 et 3; subdivisions A et B de la Division de recensement 4; subdivisions D, E et F de la Division de recensement 5; Division de recensement 6.

Région 3. — La province d'Alberta (sauf la partie qui est située au nord de la région de la rivière de la Paix d'Alberta et la partie septentrionale de la Division de recensement 12).

Région 4. — La province de la Saskatchewan (sauf la Division de recensement 18).

Région 5. — La province du Manitoba (sauf la Division de recensement 16).

Région 6. — Dans la province d'Ontario: les comtés de Kenora, Thunder Bay et Cochrane (sauf la partie de ces comtés située au nord d'une ligne parallèle à la voie principale du Canadien National et passant à 10 milles au nord de cette voie); les comtés de Rainy River, Sudbury, Algoma, Timiskaming, Nipissing, Parry Sound, Muskoka, Grey, Simcoe, Dufferin, Huron, Bruce et Manitoulin.

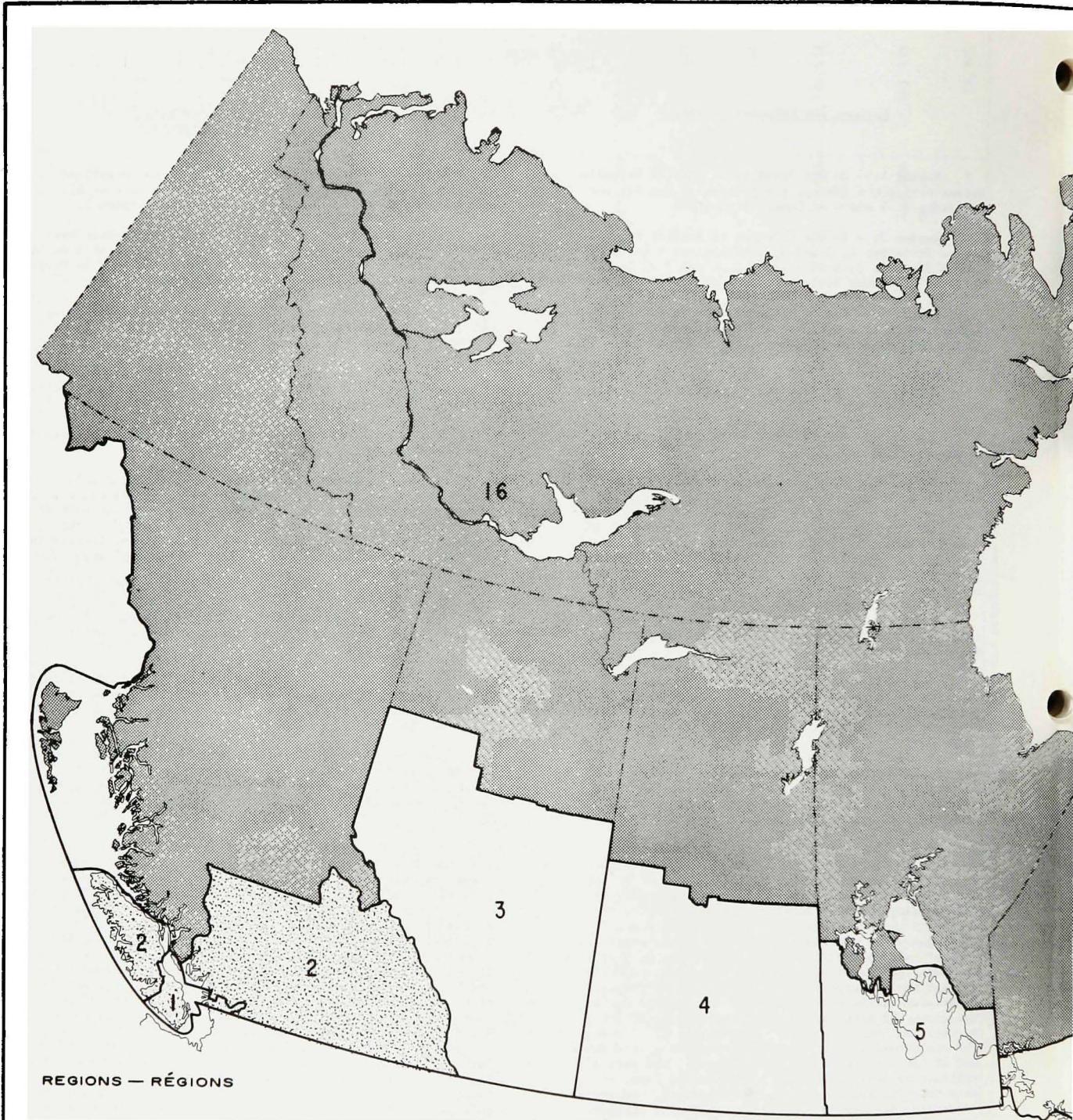
Région 7. — Dans la province d'Ontario: les comtés de Lambton, Kent, Essex, Middlesex, Elgin, Oxford et Norfolk.

Région 8. — Dans la province d'Ontario: les comtés de Perth, Wellington, Waterloo, Brant, Haldimand, Wentworth, Welland, Lincoln, Halton, Peel, York, Ontario, Durham, Northumberland et Prince Edward.

Région 9. — Dans la province d'Ontario: les comtés de Victoria, Peterborough, Haliburton, Hastings, Lennox et Addington, Frontenac, Renfrew, Lanark, Leeds, Carleton, Dundas, Russell, Stormont, Grenville, Glengarry et Prescott.

Région 10. — Dans la province de Québec: les comtés de l'Île-de-Montréal, Chambly, Deux-Montagnes et Beauharnois (sauf les municipalités de Saint-Louis, Saint-Stanislas et Saint-Timothée); dans le comté de Châteauguay, la municipalité de Sainte-Philomène; le comté de Laprairie (sauf la municipalité de Saint-Jacques); dans le comté de Saint-Jean, les municipalités de Lacadie et de Saint-Jean; dans le comté d'Iberville, la municipalité de Saint-Athanase; le comté de Verchères (sauf les municipalités de Saint-Antoine-de-Padoue, Saint-Antoine-sur-Richelieu, Saint-Marc et Sainte-Théodosie); le comté de Richelieu (sauf les municipalités de Saint-Ours et Sainte-Victoire); dans le comté de L'Assomption, les municipalités de Saint-Charles, Saint-Henri, Saint-Joachim et Saint-Lin; dans le comté de Terrebonne, les municipalités de Lesage, Piedmont, Sainte-Anne-des-Lacs, Sainte-Anne-des-Plaines, Saint-Antoine, Saint-Hippolyte, Saint-Janvier, Saint-Janvier-de-Lacroix, Saint-Jérôme, Saint-Louis, Saint-Sauveur, Sainte-Sophie, Sainte-Thérèse et Sainte-Thérèse-Ouest; dans le comté d'Argenteuil, les municipalités de Chatham, Gore, Mille-Isles, Saint-André, Saint-Jérusalem et Wentworth; dans le comté de Vaudreuil, les municipalités de Notre-Dame-de-l'Île Perrot, Terrasse-Vaudreuil, Saint-Lazare et Vaudreuil.

Région 11. — Dans la province de Québec: dans le comté de Vaudreuil, les municipalités de Sainte-Justine, Sainte-Madeleine, Sainte-Marthe et Très-Saint-Rédempteur; le comté de Châteauguay (sauf la municipalité de Sainte-Philomène); dans le comté de



- |  |   |  |   |
|--|---|--|---|
| 1. Vancouver — Victoria  | 5. Manitoba   | 9. Eastern Ontario<br>Est de l'Ontario               | 13. New Brunswick and Prince Edward Island<br>Nouveau-Brunswick — île-du-Prince-Édouard |
| 2. Southern British Columbia<br>Sud de la Colombie-Britannique | 6. North Western Ontario<br>Nord-ouest de l'Ontario | 10. Montreal<br>Montréal                             | 14. Nova Scotia<br>Nouvelle-Écosse  |
| 3. Alberta   | 7. London — Windsor                                 | 11. Eastern Townships<br>Cantons de l'est            | 15. Newfoundland<br>Terre-Neuve   |
| 4. Saskatchewan  | 8. Hamilton — Toronto                               | 12. St. Lawrence — Gaspé<br>Saint-Laurent — Gaspésie | 16. Rest of Canada<br>Reste du Canada   |

Eligible for extended Regional Benefit  
Régions admissibles aux périodes de prolongation de prestations



6 weeks  
semaines



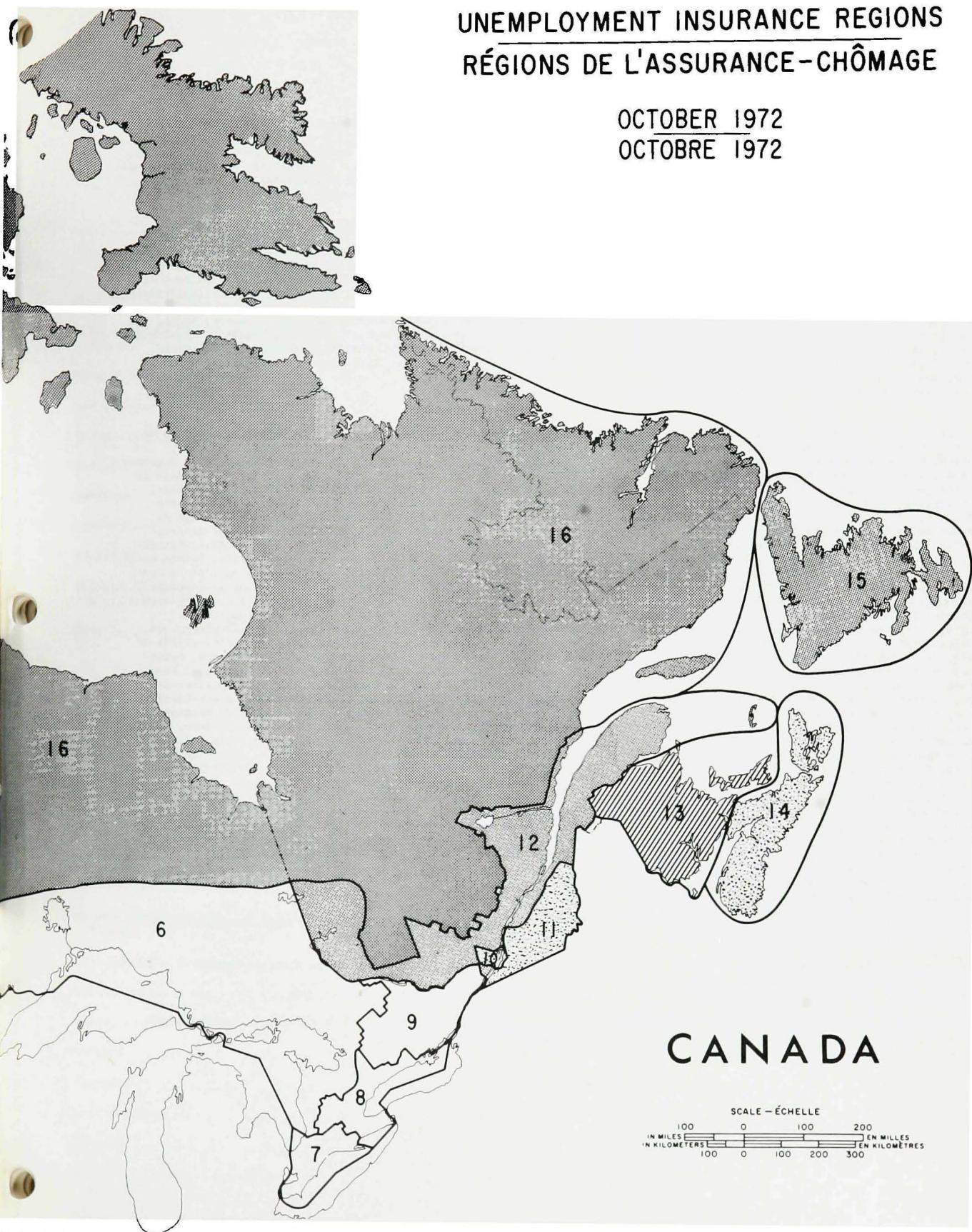
12 weeks  
semaines



18 weeks  
semaines

UNEMPLOYMENT INSURANCE REGIONS  
RÉGIONS DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE

OCTOBER 1972  
OCTOBRE 1972



Ste-Philomène); in the county of Laprairie the municipality of St-Jacques; in the county of St-Jean (except the municipalities of St-Jean and Lacadie); the county of Iberville (except the municipality of St-Athanase); in the county of Verchères, the municipalities of St-Antoine-de-Padoue, St-Antoine-sur-Richelieu, St-Marc and Ste-Théodosie; in the county of Richelieu, the municipality of St-Ours and Ste-Victoire; the county of Dorchester (except the municipalities of Louis-Joliette, St-Anselme, St-Bernard, Ste-Claire, St-Isidore and Ste-Marguerite); in the county of Bellechasse, the municipalities of Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland, St-Cajetan d'Armagh, St-Camille, St-Damien, St-Magloire, St-Nérée, St-Philémon and Ste-Sabine; the county of Montmagny (except the municipalities of Berthier, Cap-St-Ignace, St-François, St-Pierre and Montmagny); the counties of Arthabaska, Bagot, Beauce, Brome, Compton, Drummond, Frontenac, Huntingdon, Mégantic, Missisquoi, Richmond, Rouville, Wolfe, Shefford, Sherbrooke, Stanstead, Yamaska, St-Hyacinthe, Soulages et Napierville.

Region 12. — In the province of Quebec: the counties of Montcalm, Joliette, Berthier, Maskinongé, St-Maurice, Champlain, Québec, Chicoutimi, Lac St-Jean-Ouest and Saguenay (except the unorganized subdivisions of the foregoing counties); in the county of Argenteuil the municipalities of Arundel, Grenville, Harrington, Huberdeau, Lac-des-Seize-Îles, Montcalm, Morin Heights, St-Adolphe and Wentworth-North; in the county of Terrebonne, the municipalities of Brébeuf, Ivry-sur-le-Lac, Lac-Supérieur, Lantier, Mont-Tremblant, Ste-Adèle, Ste-Agathe, St-Faustin, St-Joseph, St-Jovite, Ste-Lucie, Ste-Marguerite and Val-Morin; in the county of L'Assomption, the municipalities of L'Assomption, L'Épiphanie, St-Gérard, St-Paul-l'Ermite, St-Sulpice, St-Roch and St-Roch-Ouest; in the county of Montmagny, the municipalities of Berthier, Cap-St-Ignace, St-François, St-Pierre and Montmagny; in the county of Bellechasse, the municipalities of Honfleur, La Durantaye, St-Charles, St-Étienne, St-Gervais; St-Lazarre, St-Michel, St-Raphaël and St-Vallier; in the county of Dorchester, the municipalities of Louis-Joliette, St-Anselme, St-Bernard, Ste-Claire, St-Isidore and St-Marguerite; the counties of Montmorency No. 1, Montmorency No. 2, Lotbinière, Lévis, Bonaventure, Gaspé-Est, Gaspé-Ouest, îles-de-la-Madeleine, Kamouraska, L'Islet, Matane, Matapédia, Rimouski, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Lac-St-Jean-Est, Charlevoix-Est, Charlevoix-Ouest, Portneuf, Nicolet, Labelle, Hull, Papineau, Pontiac (except subdivision 19 – unorganized), Gatineau (except that portion which lies north of Lytton and Sicotte), Témiscamingue, and Abitibi (except such portion as lies north of a line drawn parallel to and 10 miles north of the Canadian National Railway main line and such portion as lies east of the Bell River).

Region 13. — The provinces of New Brunswick and Prince Edward Island.

Region 14. — The Province of Nova Scotia.

Region 15. — The Island of Newfoundland.

Region 16. — In northern Canada the areas excluded from regions 1 to 15.

Laprairie, la municipalité de Saint-Jacques; le comté de Saint-Jean (sauf les municipalités de Saint-Jean et Lacadie); le comté d'Iberville (sauf la municipalité de Saint-Athanase); dans le comté de Verchères, les municipalités de Saint-Antoine-de-Padoue, Saint-Antoine-sur-Richelieu, Saint-Marc et Sainte-Théodosie; dans le comté de Richelieu, les municipalités de Saint-Ours et Sainte-Victoire; le comté de Dorchester (sauf les municipalités de Louis-Joliette, Saint-Anselme, Saint-Bernard, Sainte-Claire, Saint-Isidore et Sainte-Marguerite); dans le comté de Bellechasse, les municipalités de Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland, Saint-Cajetan d'Armagh, Saint-Camille, Saint-Damien, Saint-Magloire, Saint-Nérée, Saint-Philémon et Sainte-Sabine; le comté de Montmagny (sauf les municipalités de Berthier, Cap-Saint-Ignace, Saint-François, Saint-Pierre et Montmagny); les comtés d'Arthabaska, Bagot, Beauce, Brome, Compton, Drummond, Frontenac, Huntingdon, Mégantic, Missisquoi, Richmond, Rouville, Wolfe, Shefford, Sherbrooke, Stanstead, Yamaska, Saint-Hyacinthe, Soulages et Napierville.

Région 12. — Dans la province de Québec: les comtés de Montcalm, Joliette, Berthier, Maskinongé, Saint-Maurice, Champlain, Québec, Chicoutimi, Lac-Saint-Jean-Ouest et Saguenay (sauf les subdivisions non organisées de ces comtés); dans le comté d'Argenteuil, les municipalités d'Arundel, Grenville, Harrington, Huberdeau, Lac-des-Seize-Îles, Montcalm, Morin Heights, Saint-Adolphe et Wentworth-Nord; dans le comté de Terrebonne, les municipalités de Brébeuf, Ivry-sur-le-Lac, Lac-Supérieur, Lantier, Mont-Tremblant, Sainte-Adèle, Sainte-Agathe, Saint-Faustin, Saint-Joseph, Saint-Jovite, Sainte-Lucie, Sainte-Marguerite et Val-Morin; dans le comté de L'Assomption, les municipalités de L'Assomption, L'Épiphanie, Saint-Gérard, Saint-Paul-l'Ermite, Saint-Sulpice, Saint-Roch et Saint-Roch-Ouest; dans le comté de Montmagny, les municipalités de Berthier, Cap-Saint-Ignace, Saint-François, Saint-Pierre et Montmagny; dans le comté de Bellechasse, les municipalités de Honfleur, la Durantaye, Saint-Charles, Saint-Étienne, Saint-Gervais, Saint-Lazarre, Saint-Michel, Saint-Raphaël et Saint-Vallier; dans le comté de Dorchester, les municipalités de Louis-Joliette, Saint-Anselme, Saint-Bernard, Sainte-Claire, Saint-Isidore et Sainte-Marguerite; les comtés de Montmorency n° 1, Montmorency n° 2, Lotbinière, Lévis, Bonaventure, Gaspé-Est, Gaspé-Ouest, îles-de-la-Madeleine, Kamouraska, L'Islet, Matane, Matapédia, Rimouski, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Lac-Saint-Jean-Est, Charlevoix-Est, Charlevoix-Ouest, Portneuf, Nicolet, Labelle, Hull, Papineau, Pontiac (sauf la subdivision 19 – non organisée), Gatineau (sauf la partie située au nord de Lytton et Sicotte), Témiscamingue et Abitibi (sauf la partie située au nord d'une ligne parallèle à la voie principale du National-Canadien et passant à 10 milles au nord de cette voie et la partie située à l'est de la rivière Bell).

Région 13. — Les provinces du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard.

Région 14. — La province de la Nouvelle-Écosse.

Région 15. — L'île de Terre-Neuve.

Région 16. — Dans le Nord du Canada, le territoire non compris dans les régions 1 à 15.

TABLE 9. Reasons for Disqualification for Benefit, by Province, October 1972

TABLEAU 9. Raisons des exclusions du bénéfice des prestations, par province, octobre 1972

Province	Disqualifications Total Des ex- clusions	Not unemployed or no interruption of earnings — Non en chômage ou pas d'arrêt de rémunération		Not capable or not available — Incapacité ou non disponibilité		Labour dispute — Conflit collectif				
		Number — Nombre	Per cent — Pour- centage	Number — Nombre	Per cent — Pour- centage	Number — Nombre	Per cent — Pour- centage			
TOTAL .....	85,963	8,806	10.2	28,061	32.6	1,024	1.2			
Newfoundland — Terre-Neuve .....	3,261	240	7.4	1,445	44.3	8	0.2			
Prince Edward Island — Île-du-Prince- Édouard .....	326	27	8.3	132	40.5	1	0.3			
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse .....	3,547	272	7.7	1,260	35.5	6	0.2			
New Brunswick — Nouveau-Brunswick ...	2,653	132	5.0	1,137	42.9	1	--			
Québec .....	22,396	3,735	16.7	6,513	29.1	266	1.2			
Ontario ....	28,632	2,154	7.5	9,692	33.9	544	1.9			
Manitoba .....	3,877	336	8.7	1,337	34.5	2	0.1			
Saskatchewan .....	2,969	382	12.9	987	33.2	—	—			
Alberta .....	6,953	631	9.1	2,718	39.1	2	--			
British Columbia — Colombie- Britannique .....	11,309	894	7.9	2,817	24.9	193	1.7			
Outside Canada — Extérieur du Canada	40	3	7.5	23	57.5	1	2.5			
Refusal of suitable work — Refus d'un emploi convenable		Misconduct — Inconduite		Voluntary quit — Départ volontaire		Incomplete documentation — Documentation incomplète				
	Number — Nombre	Per cent — Pour- centage	Number — Nombre	Per cent — Pour- centage	Number — Nombre	Per cent — Pour- centage	Number — Nombre	Per cent — Pour- centage		
TOTAL .....	381	0.4	2,302	2.7	26,895	31.3	10,409	12.1	8,085	9.4
Newfoundland — Terre-Neuve .....	12	0.4	68	2.1	1,040	31.9	213	6.5	235	7.2
Prince Edward Island — Île-du-Prince- Édouard .....	3	0.9	5	1.6	92	28.2	31	9.5	35	10.7
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse .....	9	0.3	65	1.8	1,132	31.9	346	9.8	457	12.9
New Brunswick — Nouveau-Brunswick ...	24	0.9	41	1.5	751	28.3	270	10.2	297	11.2
Québec .....	72	0.3	747	3.3	5,508	24.6	3,458	15.4	2,097	9.4
Ontario .....	146	0.5	861	3.0	8,990	31.4	3,403	11.9	2,842	9.9
Manitoba .....	24	0.6	82	2.1	1,253	32.3	594	15.3	249	6.4
Saskatchewan .....	21	0.7	66	2.2	623	21.0	436	14.7	454	15.3
Alberta .....	37	0.5	140	2.0	2,360	33.9	615	8.8	450	6.5
British Columbia — Colombie- Britannique .....	33	0.3	227	2.0	5,136	45.4	1,042	9.2	967	8.6
Outside Canada — Extérieur du Canada	—	—	—	—	10	25.0	1	2.5	2	5.0

TABLE 10. Disposition of Initial and Renewal Claims, by Province

TABLEAU 10. Demandes initiales et demandes renouvelées, par province

Province	Adjudicated - Réglées					Pending - En instance	
	Total	Entitled to benefit - Donnant droit aux prestations		Not entitled to benefit - Ne donnant pas droit aux prestations		Initial - Initiales	Renewal - Renouvelées
		Initial - Initiales	Renewal - Renouvelées	Initial - Initiales	Renewal - Renouvelées		
October - 1972 - Octobre							
TOTAL .....	192,898(1)	94,555	22,236	69,166	6,941	64,318	8,151
Newfoundland - Terre-Neuve .....	7,260	4,232	587	2,251	190	1,938	160
Prince Edward Island - Île-du-Prince-Édouard .....	1,646	1,252	103	274	17	389	26
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse .....	8,491	4,907	790	2,584	210	2,865	290
New Brunswick - Nouveau-Brunswick .....	7,463	4,789	504	1,993	177	2,877	195
Québec .....	54,435	25,514	6,687	20,251	1,983	16,057	2,562
Ontario .....	62,209	29,278	7,990	22,665	2,276	20,832	2,762
Manitoba .....	7,197	3,598	623	2,757	219	2,966	279
Saskatchewan .....	5,455	2,690	517	2,048	200	2,183	171
Alberta .....	13,385	6,091	1,707	4,992	595	4,512	467
British Columbia - Colombie-Britannique	25,274	12,175	2,725	9,303	1,071	9,596	1,234
Outside Canada - Extérieur du Canada ....	83	29	3	48	3	103	5
October - 1971 - Octobre							
TOTAL .....	158,775	70,211	29,607	53,703	5,254	39,292	6,645
Newfoundland - Terre-Neuve .....	5,139	2,629	874	1,477	159	1,552	154
Prince Edward Island - Île-du-Prince-Édouard .....	769	462	116	168	23	136	24
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse .....	5,859	2,653	1,091	1,964	151	1,525	210
New Brunswick - Nouveau-Brunswick .....	7,756	4,323	1,014	2,221	198	862	144
Québec .....	47,003	19,770	9,334	16,197	1,702	12,292	2,163
Ontario .....	52,273	23,391	9,915	17,462	1,505	11,275	1,975
Manitoba .....	6,947	2,887	1,119	2,667	274	1,143	229
Saskatchewan .....	4,136	1,891	614	1,496	135	1,430	195
Alberta .....	9,335	4,024	1,728	3,243	340	2,399	381
British Columbia - Colombie-Britannique	19,506	8,164	3,791	6,784	767	6,648	1,161
Outside Canada - Extérieur du Canada ....	52	17	11	24	-	30	9

(1) In addition 138,178 revised claims were disposed of. Of these, 18,167 were special requests not granted and 2,202 were appeals by claimants. There were 23,409 revised claims pending at the end of the month. — En outre, on a réglé 138,178 demandes révisées, dont 18,167 demandes spéciales qui furent rejetées, et 2,202 appels de la part des requérants. Il y avait 23,409 demandes révisées en instance à la fin du mois.

TABLE 11. Regional Unemployment Rates(1)

TABLEAU 11. Taux(1) régional de chômage

Région	1972											
	January — Janvier	February — Février	March — Mars	April — Avril	May — Mai	June — Juin	July — Juillet	August — Août	September — Septembre	October — Octobre	November — Novembre	December — Décembre
1. Vancouver — Victoria .....	6.9	6.8	6.8	6.8	6.9	7.1	7.1	7.2	7.3	7.5(a)		
2. Southern British Columbia — Sud de la Colombie-Britannique .....	7.7(a)	7.6(a)	7.7(a)	7.6(a)	7.6(a)	7.5(a)	7.4(a)	7.4(a)	7.6(a)	7.5(a)		
3. Alberta .....	4.5	4.4	4.3	4.2	4.2	4.2	4.2	4.3	4.3	4.3		
4. Saskatchewan .....	3.8	3.9	4.0	4.1	4.1	4.1	4.1	4.2	4.3	4.3		
5. Manitoba .....	4.9	4.9	5.0	5.0	4.9	4.8	4.7	4.6	4.6	4.5		
6. North Western Ontario — Nord-ouest de l'Ontario .....	5.3	5.3	5.3	5.2	5.3	5.3	5.5	5.6	5.7	5.9		
7. London — Windsor .....	5.2	5.1	5.0	4.8	4.5	4.3	4.2	4.1	4.0	4.0		
8. Hamilton — Toronto .....	5.1	5.1	5.0	4.9	4.8	4.8	4.8	4.8	4.7	4.7		
9. Eastern Ontario — Est de l'Ontario ...	5.1	4.9	4.9	4.8	4.9	4.9	4.9	4.8	4.8	4.8		
10. Montréal .....	7.5(a)	7.4(a)	7.4(a)	7.4(a)	7.5(a)	7.4(a)	7.5(a)	7.5(a)	7.5(a)	7.5(a)		
11. Eastern Townships — Cantons de l'est .....	7.6(a)	7.5(a)	7.5(a)	7.5(a)	7.6(a)	7.6(a)	7.7(a)	7.7(a)	7.8(a)	7.8(a)		
12. St. Lawrence — Gaspé — Saint-Laurent — Gaspésie .....	10.0(c)	9.9(c)	9.7(c)	9.5(c)	9.5(c)	9.5(c)	9.6(c)	9.7(c)	9.7(c)	9.8(c)		
13. New Brunswick and Prince Edward Island — Nouveau-Brunswick et île-du-Prince-Édouard .....	7.7(a)	7.7(a)	8.0(a)	7.9(a)	8.1(a)	8.1(a)	8.3(b)	8.3(b)	8.5(b)	8.6(b)		
14. Nova Scotia — Nouvelle-Écosse .....	7.7(a)	7.7(a)	7.7(a)	7.7(a)	7.7(a)	7.8(a)	7.8(a)	7.7(a)	7.7(a)	7.7(a)		
15. Newfoundland — Terre-Neuve .....	12.3(c)	12.3(c)	12.4(c)	12.3(c)	12.4(c)	12.5(c)	12.5(c)	12.5(c)	12.5(c)	12.5(c)		
16. Rest of Canada(2) — Reste du Canada(2)	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..		
Canada .....	6.4	6.3	6.3	6.2	6.2	6.2	6.2	6.2	6.3	6.3		

(1) Unadjusted for seasonality-12 months moving average. — Données non désaisonnalisées-moyenne mobile sur 12 mois.

(2) Unemployment rates not available. — Eligible for extended Regional Benefit year-round. — Taux de chômage non disponibles. — Admissible toute l'année à des prestations de prolongation pour une région.

(a,b &amp; c) Eligible for extended Regional Benefit; (a) = 6 weeks, (b) = 12 weeks, (c) = 18 weeks — Régions admissibles aux périodes de prolongation de prestations; (a) = 6 semaines, (b) = 12 semaines, (c) = 18 semaines



Unemployment Insurance in Canada

Unemployment Insurance has been part of Canada's social and economic life since the Unemployment Insurance Act was passed in 1940. Since that time the basic structure of the Act has remained unaltered. Various amendments have brought new categories of workers into the plan and contributions and benefit rates have been raised periodically to keep abreast of changing economic conditions.

In 1968, when Parliament approved upward revisions of both contributions and benefit rates, and broadened the scope of coverage, the Unemployment Insurance Commission was instructed to carry out a full scale investigation of that program and to recommend appropriate changes in philosophy and structure. The Unemployment Insurance Act, 1971, effective June 27, 1971, was the result of extensive studies, the basic objectives being:

- (a) to provide assistance to cope with the contingency of an interruption of earnings resulting from unemployment, illness or pregnancy.
- (b) to co-operate with other agencies engaged in social development.

Coverage

Under the Unemployment Insurance Act, 1971 coverage is universal for all regular members of the labour force for whom there exists an employer-employee relationship. There is only one measure of inconsiderable employment, i.e. less than 20 % of the maximum weekly insurable earnings or 20 times the provincial hourly minimum wage, whichever is the lesser.

The maximum weekly insurable earnings of an insured person is:

- (a) for the year 1972, one hundred and fifty dollars;
- (b) for each year thereafter, one hundred and fifty dollars multiplied by an annual Earnings Index as determined by the average of wages and salaries paid to employees in Canada.

Universality becomes effective January 2, 1972. Coverage, contributions and benefit entitlement cease for a person:

- (a) at the age of 70, or
- (b) to whom a retirement pension under the Canada Pension Plan or the Quebec Pension Plan has at any time become payable

Benefits

An insured person qualifies to receive benefit if he (a) has had eight or more weeks of insurable employment in his qualifying period(1) and (b) has had an interruption of earnings from employment. A claim-

- (1) The qualifying period of an insured person is the shorter of:
  - (a) the period of fifty-two weeks that immediately precedes the commencement of an initial benefit period, and
  - (b) the period that begins on the commencement date of an immediately preceding initial benefit period and ends with the end of the week preceding the commencement of an initial benefit period.

L'assurance-chômage au Canada

L'assurance-chômage est entrée dans la vie économique et sociale du Canada avec l'adoption de la Loi sur l'assurance-chômage en 1940. Depuis cette date, la structure fondamentale de la Loi est demeurée inchangée. Diverses modifications ont assujetti au régime de nouvelles catégories de travailleurs et les taux de cotisation et de prestation ont été périodiquement relevés avec l'évolution de la situation économique.

En 1968, année où le Parlement a approuvé l'augmentation des cotisations et des prestations et étendu le champ d'application du régime, la Commission d'assurance-chômage a reçu pour mandat de soumettre tout le régime à un examen approfondi et de proposer une nouvelle conception et de nouvelles structures. La Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, qui est entrée en vigueur le 27 juin 1971, est le fruit d'études poussées; ses objectifs fondamentaux sont de

- (a) prévoir du secours dans l'éventualité d'une interruption du revenu due au chômage, à la maladie ou à la maternité
- (b) prévoir une franche collaboration avec d'autres organismes s'occupant de progrès social.

Champ d'application

En vertu de la Loi sur l'assurance-chômage de 1971, le régime s'étend à tous les effectifs réguliers de la population active pour lesquels il existe une relation employeur-employé. Il n'y a qu'un seul critère d'emploi négligeable, à savoir une rémunération inférieure à 20 % du maximum de la rémunération hebdomadaire assurable ou à 20 fois le salaire horaire minimum dans la province, selon le moindre des deux.

Le maximum de la rémunération hebdomadaire assurable d'un assuré est,

- (a) pour l'année 1972, de \$150;
- (b) pour chacune des années suivantes le produit de \$150 par l'indice de rémunération de l'année (cet indice est fondé sur la moyenne des rémunérations versées aux travailleurs du Canada).

L'universalité du régime sera réalisée le 2 janvier 1972. La protection, les contributions et l'admissibilité aux prestations cessent pour une personne

- (a) qui a 70 ans, ou
- (b) qui a déjà acquis le droit de percevoir une pension ou rente de retraite en vertu du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec.

Prestations

Un assuré remplit les conditions requises pour recevoir des prestations en vertu de la présente loi (a) s'il a exercé un emploi assurable pendant huit semaines ou plus au cours de sa période de référence(1) et (b) s'il a eu arrêt de la

- (1) La période de référence d'un assuré est la plus courte des périodes suivantes:
  - (a) la période de 52 semaines qui précède le début d'une période initiale de prestations, et
  - (b) la période qui débute en même temps que la période initiale de prestations précédente et se termine à la fin de la semaine précédent le début d'une période initiale de prestations.

mant is an insured person who applies for or is in receipt of benefit. A "major attachment" claimant is a claimant who has been employed in insurable employment for twenty or more weeks in his qualifying period. A claimant with eight or more weeks but less than twenty weeks of insurable employment in his qualifying period is a "minor attachment" claimant. Major attachment claimants are eligible for a wider range of benefit that includes a prepayment of 3 weeks of regular benefit for work-shortage lay-offs, benefit payments when the interruption of earnings was caused by illness or pregnancy, and 3 weeks retirement benefit for older workers.

A claimant can draw to a maximum of 51 weeks of benefit depending upon his employment history, prevailing economic conditions and providing he meets the conditions of availability and capability.

When a person (qualified to receive benefit) applies for benefit an initial benefit period is established and benefits are payable for each week of unemployment of the claimant that falls in the initial benefit period.

The length of an initial benefit period is based on the number of weeks of insurable employment of the claimant in his qualifying period as shown in Table 1.

rémunération provenant de son emploi. Le prestataire est un assuré qui est demandeur ou bénéficiaire de prestations. Le prestataire de la première catégorie est celui qui a exercé un emploi assurable pendant au moins 20 semaines au cours de sa période de référence. Le prestataire qui a exercé un emploi assurable pendant au moins huit semaines et moins de vingt semaines au cours de sa période de référence est appelé prestataire de la deuxième catégorie. Les prestataires de la première catégorie sont admissibles à un plus vaste éventail de prestations, soit 3 prestations ordinaires hebdomadaires payées par anticipation pour licenciement en cas de pénurie de travail, des prestations si la rémunération cesse pour cause de maladie ou de grossesse et 3 prestations hebdomadaires de retraite payables aux travailleurs âgés.

Un prestataire peut retirer des prestations pendant une période maximum de 51 semaines selon l'emploi qu'il occupait, la situation économique du moment et pourvu qu'il satisfasse aux conditions de disponibilité et de capacité.

Lorsqu'une personne, qui remplit les conditions requises pour recevoir des prestations, formule une demande de prestations, une période initiale est établie et les prestations sont payables pour chaque semaine de chômage qui tombe dans la période initiale de prestations.

La durée d'une période initiale de prestations est déterminée en fonction du nombre de semaines d'emploi assurable du prestataire au cours de sa période de référence tel qu'indiqué au Tableau 1.

TABLE - 1 - TABLEAU

Weeks of insurable employment in qualifying period — Semaines d'emploi assurable de la période de référence	Length of initial benefit period — Durée de la période initiale de prestations	Maximum number of weeks for which initial benefits may be paid — Nombre maximum de semaines pour lesquelles des prestations initiales peuvent être servies
	weeks — semaines	
8 to — à 15	18	8
16	20	9
17	22	10
18	24	11
19	26	12
20 or more — ou plus	29	15

Table 1 also shows the maximum number of weeks for which initial benefits may be paid. A claimant is not entitled to be paid benefit until following the commencement of the initial benefit period he has served a two week waiting period that begins with a week of unemployment for which benefits would otherwise be payable.

A major attachment claimant may be paid benefits in advance for the three weeks that immediately follow his waiting period if:

- (a) his interruption of earnings was due to a shortage of work;
- (b) at the time of his interruption of earnings neither he nor his employer expected that he would be re-employed by that employer for a period of at least five weeks after his interruption of earnings;
- (c) he has served the two week waiting period; and
- (d) at the termination of his waiting period

Le Tableau 1 donne aussi le nombre maximum de semaines pour lesquelles des prestations initiales peuvent être servies. Un prestataire n'est pas admissible au service des prestations tant que ne s'est pas écoulé à la suite de l'ouverture de cette période initiale de prestations, un délai de carence de deux semaines qui débute par une semaine de chômage pour laquelle des prestations devraient sans cela être servies.

Des prestations anticipées peuvent être servies par un prestataire de la première catégorie pour les trois semaines qui suivent le délai de carence

- (a) si l'arrêt de rémunération était dû à une pénurie de travail,
- (b) si, au moment de l'arrêt de sa rémunération, ni lui ni son employeur ne prévoyaient qu'il serait employé de nouveau par cet employeur avant qu'il se soit écoulé cinq semaines depuis l'arrêt de sa rémunération,
- (c) si le délai de carence a été pour lui de deux semaines, et
- (d) si, à la fin du délai de carence,

- (1) he is not employed in employment that would continue
- (2) he is capable and available for work, and
- (3) he is not disentitled or disqualified from receiving benefit.

Sickness benefit is available for a maximum of 15 weeks for "major attachment" claimants who have suffered an interruption of earnings due to illness, injury or quarantine (excluding Workmen's Compensation). If a person is taken ill while on regular claim, sickness benefit is available but the combined duration of benefits during the initial benefit period cannot exceed 15 weeks.

Maternity benefit is available for 8 weeks before confinement, the week of confinement and 6 weeks after, to women who are major attachment claimants. They must also have been attached to the labour force at least 10 of the 20 weeks prior to the 30th week before the expected date of confinement.

Retirement benefit is available for 3 weeks. It is paid in a lump sum to major attachment claimants who are 70 years of age or over or to whom a retirement pension has become payable under the Canada Pension Plan or Quebec Pension Plan. In the case of those 70 or over, the application must be within 32 weeks after the 70th birthday as employment weeks are no longer earned after that time. The benefit is paid without a waiting period and without regard to earnings or availability.

The benefit rate for all claims will be 66 2/3 % of the average weekly insurable earnings in the qualifying period with a floor of \$20 per week. For claimants with dependants and whose average qualifying earnings are equal to or less than one-third of the maximum weekly insurable earnings, the benefit rate is 75 %.

Work-related income in excess of 25 % of the weekly benefit rate is deducted. However, when advance benefits are paid to major attachment claimants, any income (as well as availability and capability requirements) in respect of the weeks for which benefit is payable is disregarded and such weeks are deemed weeks of unemployment. In the case of sickness and maternity, proceeds of wage loss policies are not deducted during the waiting period but are deducted after the waiting period; all work-related income is deducted during both the waiting period and after the waiting period has been served.

An initial benefit period is terminated when:

- (a) the claimant has been paid benefits for the maximum number of weeks for which initial benefits may be paid, or
- (b) the benefit period would otherwise terminate, whichever is the earlier.

Immediately following the termination of an initial benefit period, that initial benefit period is re-established for a further period of ten weeks. Benefits are payable at the rates and subject to the provisions applicable to the payment of benefits in an initial benefit period. However, a claimant is not entitled to be paid for any working day for which he fails to prove that he was capable of and available for work and unable to find suitable employment. A re-established initial benefit period is terminated if no benefit is payable to the claimant for a period of four consecutive weeks otherwise than because:

- (a) he was incapable of work because of illness or injury

- (1) il n'exerce pas un emploi qui doit se poursuivre,
- (2) il est capable de travailler et disponible à cette fin, et
- (3) il n'est ni inadmissible, ni exclu du bénéfice de prestations.

Les prestations de maladie sont payables pour un maximum de 15 semaines aux prestataires de la première catégorie dont l'arrêt de rémunération est dû à la maladie, à des blessures corporelles ou à une mise en quarantaine (non compris l'indemnisation des accidents du travail). Si une personne tombe malade pendant qu'elle reçoit des prestations ordinaires, elle a droit aux prestations de maladie, mais la somme de deux périodes de prestation ne doit pas dépasser 15 semaines.

Des prestations de maternité sont versées aux femmes de la première catégorie pour les huit semaines qui précèdent l'accouchement, pour la semaine de l'accouchement et pour les six semaines qui suivent. Ces femmes doivent aussi avoir été actives pendant au moins 10 des 20 semaines qui précèdent la 30e semaine antérieure à la date prévue de l'accouchement.

Les prestations de retraite sont payables pour trois semaines. Elles sont versées forfaitairement aux prestataires de la première catégorie qui sont âgés de 70 ans ou plus ou qui ont déjà acquis le droit de percevoir une pension courante de retraite en vertu du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec. Dans le cas des personnes de plus de 70 ans, la demande de prestations doit être faite dans les 32 semaines qui suivent le 70e anniversaire, car les semaines d'emploi ne sont plus assurables après ce temps. Les prestations sont versées sans délai de carence et sans égard à la rémunération ou à la disponibilité.

Les taux de prestations seront les mêmes pour tous, soit 66 2/3 % de la rémunération moyenne assurable pendant la période de référence, le minimum étant de \$20 par semaine. Dans le cas des prestataires avec personnes à charge dont la rémunération moyenne assurable est égale ou inférieure au tiers du maximum de la rémunération hebdomadaire assurable, le taux des prestations est de 75 %.

Le revenu provenant d'un travail qui dépasse 25 % du taux des prestations hebdomadaires est déduit. Toutefois, lorsque des prestations sont payées par anticipation aux prestataires de la première catégorie, on ne tient pas compte de tout revenu (ainsi que des conditions de disponibilité et de capacité) à l'égard des semaines pour lesquelles des prestations doivent être servies et ces semaines sont censées être des semaines de chômage. En cas de maladie et de maternité, le produit de toute assurance-salaire n'est pas déduit pendant la période de carence, mais il l'est après; tout revenu provenant du travail est déduit pendant et après la période de carence.

Une période initiale de prestations prend fin à celle des deux dates suivantes qui est antérieure à l'autre,

- (a) la date à laquelle le prestataire a perçu des prestations pour le nombre maximum de semaines pour lesquelles des prestations initiales peuvent être payées;
- (b) la date à laquelle cette période se trouverait autrement terminée.

Dès l'expiration d'une période initiale de prestations, il est établi un complément de cette période initiale de prestations pour une durée de dix semaines. Des prestations doivent être servies aux taux et sous réserve des dispositions applicables au service des prestations au cours d'une période initiale des prestations. Toutefois, un prestataire n'est pas admissible à toucher des prestations s'il ne prouve pas qu'il était capable de travailler et disponible à cette fin mais ne pouvait pas obtenir d'emploi convenable ce jour-là. Le complément d'une période initiale de prestations prend fin si le bénéficiaire ne touche pas de prestations pour quatre semaines consécutives pour toute autre raison que l'une des suivantes:

- (a) il était incapable de travailler par suite de maladie ou blessure,

- (b) she was disentitled to benefit (maternity claim),
- (c) he was fully employed during such period, or
- (d) recovery of overpayment.

Otherwise a re-established benefit period terminates at the end of 10 weeks and an extended benefit period is established for the claimant.

An extended benefit period is divided into three phases. The number of weeks of benefit to which a claimant is entitled depends:

- (a) in the first phase:
  - upon the number of weeks of insurable employment in his qualifying period. The claimant must be a major attachment claimant. The duration of this phase is 2 weeks plus one week for every 2 insured weeks in excess of 20 in his qualifying period. The maximum duration is 18 weeks.
- (b) in the second phase:
  - (on completion of the first phase for a major attachment claimant, or on termination of a re-established benefit period for a minor attachment claimant)
  - for claimants who reside in Canada
  - upon the national(1) rate of unemployment. If the national rate is more than 4 % but not more than 5 % – 4 weeks; if the national rate is more than 5 % – 8 weeks. Duration is determined at the time phase two commences.
- (c) in the third phase:
  - (on completion of phase two)
  - (for claimants who reside in Canada)
  - upon the regional rate(2) of unemployment. Sixteen UIC regions in Canada have been established. The rate of unemployment in the region where the claimant resides is called the regional rate.

Benefit is payable when (a) the regional rate exceeds 4 % and (b) the regional rate exceeds the national rate(2) by more than one percentage point.

Six weeks of benefit are payable when the difference between the regional and national rates are less than or equal to 2 %. Twelve weeks are payable when the difference is greater than 2 % but less than or equal to 3 %. Eighteen weeks are payable when the difference exceeds 3 per cent.

Each month regional and national unemployment rates are computed. The extended benefit period terminates when the regional rate becomes 4 % or less or when the difference between the regional and national rate becomes one percentage point or less.

The rate of weekly benefit payable in the extended benefit period to a claimant without a dependant is 66 2/3 % of the average weekly insurable earnings in the qualifying period; for a claimant with a dependant the rate is 75 %. The minimum weekly amount of benefit payable is 20 dollars – the maximum

- 
- (1) seasonally adjusted 3 month moving average of the national rate of unemployment (Labour Force Survey).
  - (2) unadjusted for seasonality – 12 month moving average (Labour Force Survey).

- (b) il était inadmissible au bénéfice des prestations (demande de prestations pour maternité),
- (c) il était employé à plein temps durant cette période, ou
- (d) il remboursait un trop perçu.

Autrement, le complément d'une période initiale de prestations se termine à la fin des dix semaines et une période de prolongation des prestations est établie au profit du prestataire.

La période de prolongation des prestations est divisée en trois phases. Le nombre de semaines de prestations auxquelles le prestataire a droit dépend:

- (a) dans la première phase:
  - du nombre de semaines d'emploi assurables au cours de sa période de référence. Le prestataire doit appartenir à la première catégorie. La durée de cette phase est de deux semaines, plus une semaine pour chaque deux semaines assurées supérieure à 20 au cours de sa période de référence. La durée maximale est de 18 semaines.
- (b) dans la deuxième phase:
  - (après la première phase dans le cas d'un prestataire de la première catégorie, ou à la fin du complément d'une période de prestations dans le cas d'un prestataire de la deuxième catégorie).
  - pour les prestataires qui résident au Canada
  - du taux national du chômage(1). Si le taux national dépasse 4 % mais n'excède pas 5 %, l'augmentation sera de 4 semaines; si le taux national dépasse 5%, elle sera de 8 semaines. La durée est fixée au moment où la phase 2 commence.
- (c) dans la troisième phase:
  - (après la phase deux)
  - (pour les prestataires qui résident au Canada)
  - du taux régional de chômage(2). Seize régions ont été créées au Canada. Le taux de chômage dans la région où le prestataire réside est appelé taux régional.

La prestation est servie lorsque (a) le taux régional dépasse 4 % et (b) le taux régional dépasse le taux national(2) de plus d'un point de pourcentage.

Six semaines de prestations sont servies lorsque la différence entre le taux régional et le taux national est inférieure à 2 % ou égale à ce pourcentage. Douze semaines sont servies lorsque la différence est de plus de 2 % mais est inférieure ou égale à 3 %. Dix-huit semaines sont servies lorsque la différence est supérieure à 3 %.

Les taux régional et national de chômage sont calculés tous les mois. La période de prolongation des prestations prend fin lorsque le taux régional atteint 4 % ou moins ou lorsque la différence entre le taux régional et le taux national est de un point de pourcentage ou moins.

Le taux des prestations hebdomadaires payables à un prestataire pour une semaine qui tombe dans une période de prolongation des prestations est de soixante-six et deux-tiers pour cent de la moyenne des rémunérations hebdomadaires assurables pour un prestataire n'ayant personne à charge et de soixante-quinze pour cent dans le cas d'un prestataire

(1) Moyenne mobile sur trois mois, données désaisonnalisées (enquête sur la main-d'œuvre).

(2) Moyenne mobile sur douze mois, données brutes (enquête sur la main-d'œuvre).

amount can not exceed 66 2/3 % of the maximum weekly insurable earnings.

A claimant is not entitled to be paid benefit for any working day in a week in an extended benefit period for which he fails to prove that he is capable of and available for work and unable to find suitable employment. An extended benefit period is terminated if no benefit is payable to the claimant for a period of four consecutive weeks otherwise than because

- (a) he was incapable of work because of illness or injury,
- (b) she was disentitled to benefit (maternity claim), or
- (c) recovery of overpayment.

The maximum number of weeks for which benefit may be paid is 51 weeks.

#### Financing

Employers and employees absorb the benefit cost for initial benefits as well as the administration cost, with the employer rate being 1.4 times the employee rate. The government share is confined to the benefit cost for extended benefits as well as the excess cost of initial benefits that are due to a national unemployment rate greater than 4 per cent. There is no fund and employer and employee contributions are adjusted annually. National Revenue/Taxation commences collection of the contributions effective January 2, 1972. Persons formerly not contributing either because of their occupation or by virtue of being over the salary ceiling will pay a preferred rate for the first 3 years. For those who had been occupationally excluded, the preferred rate is portable. However, in the case of persons formerly excluded because of the salary ceiling, the preferred rate continues only so long as the employee remains with the January 2, 1972, employer. An experience rating formula for large employers may be introduced in 1974 whereby the premium to be paid by an employer for a year will be related to the average yearly lay-off experience of that employer.

The rates of premium for a year are calculated in terms of a percentage of the insurable earnings in that year.

#### Claimant Assistance Program

The Commission will develop and administer a claimant assistance program to assist claimants to become more employable by providing information and guidance in job searching and by directing claimants, when appropriate, to agencies for job placement, counselling or financial assistance.

ayant une personne à charge. La prestation hebdomadaire minimum ne doit pas être inférieure à \$20 ni supérieure à soixante-six et deux-tiers pour cent du maximum de la rémunération hebdomadaire assurable.

Un prestataire n'est pas admissible au service des prestations pour aucun jour ouvrable d'une semaine d'une période de prolongation des prestations s'il ne prouve pas qu'il était capable de travailler et disponible à cette fin mais ne pouvait pas obtenir d'emploi convenable ce jour-là. Une période de prolongation des prestations d'un prestataire prend fin s'il ne touche pas de prestations pour quatre semaines consécutives pour tout autre raison que l'une des suivantes:

- (a) il était incapable de travailler par suite de maladie ou de blessure
- (b) il était inadmissible au bénéfice des prestations (demande de prestations pour maternité), ou
- (c) il remboursait un trop perçu.

Le nombre maximum de semaines pour lesquelles des prestations peuvent être servies est de 51 semaines.

#### Financement

Les employeurs et les employés absorbent le coût des prestations initiales ainsi que les frais d'administration, la cotisation patronale étant égale à 1.4 fois la cotisation ouvrière. Le gouvernement prend en charge le coût des prestations prolongées de même que l'excédent du coût des prestations initiales qui doivent être servies lorsque le taux national de chômage dépasse 4 %. Il n'y a pas de fond et les contributions de l'employeur et de l'employé sont ajustées annuellement. Le ministère du Revenu national (Impôt) a commencé à recueillir les contributions à compter du 2 janvier 1972. Les personnes qui ne versaient aucune cotisation en raison de leur profession ou du plafond salarial paieront un taux préférentiel les trois premières années. Dans le cas des personnes qui ont été exclues en raison de leur profession, le taux préférentiel est mobile. Toutefois, dans le cas des personnes exclues en raison du plafond salarial, le taux préférentiel ne reste en vigueur que si l'employé demeure au service de l'employeur pour lequel il travaillait le 2 janvier 1972. Un système de taux particulier pour les employeurs importants pourra être établi en 1974 en vertu duquel la cotisation à payer par un employeur pour une année sera proportionnée à la moyenne des mises à pied annuelles de cet employeur.

Les taux de cotisations d'une année sont exprimés en pourcentage des rémunérations assurables de l'année.

#### Programme d'aide aux prestataires

La Commission organisera et appliquera un programme d'aide aux prestataires en vue d'améliorer leurs possibilités de trouver un emploi, en leur fournissant renseignements et conseils pour la recherche d'un emploi et en les adressant, lorsqu'il y a lieu, à des organismes s'occupant de placement, d'orientation ou d'aide financière.

**UNEMPLOYMENT INSURANCE BENEFIT**  
**PRESTATIONS D'ASSURANCE-CHÔMAGE**

